

Point à l'ordre du jour : La SDSR en crise : l'action humanitaire de l'IPPF

Les Nations Unies estiment que 339 millions de personnes dans 69 pays auront besoin d'une aide humanitaire en 2023, soit une augmentation de 65 millions par rapport à 2022. Les crises se prolongent de plus en plus, de sorte que les appels humanitaires durent en moyenne sept ans et que leur volume a augmenté de près de 400 % au cours de la dernière décennie.¹ Les AM de l'IPPF répondent à des situations d'urgence soudaines (par exemple, tremblement de terre, cyclone), prolongées (conflit sur une longue période) et complexes (combinaison d'éléments naturels et humains). Le changement climatique entraîne des catastrophes naturelles plus fréquentes et plus intenses, qui alimentent les conflits, réduisent l'accès à l'eau potable et augmentent l'insécurité alimentaire.

Le programme humanitaire de l'IPPF fournit un soutien technique, opérationnel, en matière de gestion de la chaîne logistique, programmatique et de sécurité aux AM et à nos partenaires. L'IPPF apporte son soutien tout au long du cycle de gestion des catastrophes facilitant dans les divers environnements la prise en charge de la SSR dans les situations d'urgence – préparation, réponse et rétablissement.

En 2022, notre périmètre humanitaire a augmenté plus que toute autre année, intervenant dans 43 pays et touchant 9,9 millions de personnes (soit une augmentation de 64% par rapport à 2021). La proportion de client-e-s humanitaires a également augmenté, passant de 10 % en 2021 à 14 % du total de nos client-e-s en 2022. L'année dernière, 93 ateliers ont été organisés, avec le soutien du pôle humanitaire de l'IPPF, à l'intention de 1 725 membres du personnel de la Fédération. Les thèmes abordés étaient la gestion clinique du viol, la sûreté et la sécurité, la violence sexuelle et sexiste et des exercices de simulation pour soutenir la préparation aux situations d'urgence.

Le Flux 3, aujourd'hui dans sa 3^{ème} année, devrait voir la demande dépasser le plafond fixé pour 2023. Un total de US\$ 2,7 millions a été alloué depuis la création du fonds. Le total des fonds alloués par région est celui-ci : SARO (13%) ; ACRO (16%) ; ARO (20%) ; AWRO (32%) ; EN (13%) ; ESEAOR (6%).² Le nombre de réponses dans le cadre du Flux 3 a augmenté d'année en année et nous prévoyons que la demande dépassera le plafond en 2023.

Performance du Flux 3	2021	2022	2023 (au 30 avril)	Cumulées
# réponses	12	18	9	39

¹ [Humanitarian Development Nexus | OCHA \(unocha.org\)](https://www.unocha.org/fr/humanitarian-development-nexus)

² La plupart des urgences qui se déroulent chez ESEAOR et SARO, plus une au Soudan en 2021/22 et au Yémen en 2023, ont été soutenues par les programmes SPRINT 3 et SPRINT 4 (gouvernement australien). Les centres de développement des capacités humanitaires ont également apporté un soutien aux AM du Burkina Faso, du Burundi, de la République centrafricaine, du Soudan, du Yémen et des Maldives grâce à des sous-subsidies et de l'AT de la FPAP et de la RU.

% annuel du budget du Flux 3 engagé (en US\$)	83%	90%	49%	US\$ 2,7 millions à ce jour
---	-----	-----	-----	-----------------------------

Le fonds s'est avéré être un investissement stratégique important, qui a permis de mobiliser des fonds restreints à l'intention de nombreuses réponses régionales multi-pays et multi-partenaires (par exemple, le conflit du Tigré, la crise vénézuélienne, la crise ukrainienne). Un investissement de US\$ 235k dans la réponse à la crise ukrainienne a permis de mobiliser plus de \$8 millions de fonds restreints.³ Les investissements du Flux 3 au Yémen, au Soudan, en Éthiopie et en Afghanistan ont tous donné lieu à des financements restreints supplémentaires.

Le programme humanitaire compte plus de projets restreints que jamais. Parmi les points forts, citons SPRINT 4 (AUD 12,6 millions financés par le DFAT entre 4/2022 et 12/2024), avec l'option d'une extension chiffrée pour deux années supplémentaires. La mise en œuvre du projet est en bonne voie, des réponses d'urgence déjà été lancées par les AM aux Philippines, aux Îles Salomon, à Tonga et au Pakistan, en Indonésie, à Vanuatu et au Yémen. Pour répondre à la crise ukrainienne, l'IPPF travaille avec 17 partenaires dans 7 pays. Les partenaires fournissent une assistance médicale directe, des services de plaidoyer à l'intention des patients et des informations sur la sexualité des jeunes, ainsi qu'une formation à la gestion clinique du viol pour les prestataires de services.

L'équipe humanitaire mondiale de l'IPPF a commencé à élaborer une vision commune de ce qu'elle entend par féminisme et leadership féministe, le but étant de développer une « démarche féministe de l'humanitaire » pour l'IPPF. Deux ateliers ont été organisés l'année dernière avec un cabinet externe (We Are Feminist Leaders) pour soutenir le développement d'une vision d'équipe. Actuellement, la vision affirme que « le féminisme est une stratégie de changement social axée sur la promotion des droits des femmes et des filles, la transformation des relations de pouvoir inégales et la fin du système patriarcal » et que « l'intersectionnalité est au cœur de notre compréhension du féminisme ».

Bien qu'encore au stade de la conceptualisation, voici ci-dessous certains domaines supplémentaires pour la discussion de groupe au sein du Conseil :

1. Reconnaisant les efforts considérables et l'expansion de notre travail humanitaire, nous reconnaissons également que la SDSR n'est pas toujours considérée comme essentielle dans l'espace humanitaire, et que l'IPPF n'est pas non plus considérée comme un acteur clé. Comment devrions-nous continuer à façonner cet espace ?
2. Reconnaisant les façons uniques et disproportionnées dont les femmes sont affectées par les situations d'urgence, comment pouvons-nous travailler dans l'espace humanitaire de manière à remettre en question plutôt qu'à perpétuer les inégalités structurelles ? Comment suggèreriez-vous que l'IPPF utilise les situations d'urgence comme catalyseurs pour faire progresser les droits des femmes, des filles et des personnes de genre différent ?
3. Le secteur de l'aide en général et l'assistance humanitaire en particulier naissent d'une histoire coloniale et raciste. Nous devons explorer comment "être blanc" et les privilèges raciaux continuent

³ FNUAP, gouvernement suisse, gouvernement français, OSF, FCDO, CARE, JSB et BMZ : financements non restreints marqués à l'intention d'actions humanitaires

d'infuser notre travail. Comment pouvons-nous contribuer à redresser les inégalités de pouvoir au sein du système humanitaire et utiliser le pouvoir de manière responsable ? Existe-t-il des moyens de mieux transférer le pouvoir et de valider le savoir, l'expérience vécue et l'expertise des acteurs du Sud global, y compris les AM et les partenaires ?

4. Comment notre engagement en faveur d'une réponse humanitaire féministe s'articule-t-il à la fois avec les tendances globales du secteur de la SSR et avec les engagements du secteur humanitaire, notamment : une plus grande collaboration entre les acteurs humanitaires et du développement pour améliorer la résilience et les « résultats collectifs » ; une plus grande participation de la population concernée à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes ; la localisation ; l'expansion de l'assistance en trésorerie ; et de meilleures évaluations conjointes (intersectorielles) des besoins ?⁴

⁴ Principaux engagements résultant des engagements du « *Grand Bargain* » du Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016